



CONVENTION DE COFINANCEMENT D'ETUDES

Au titre de l'AMI rénovation énergétique du patrimoine des collectivités territoriales

CAISSE DES DEPÔTS – [COLLECTIVITE] – ADEME

Entre :

La **Caisse des Dépôts et Consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est sis 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par [Nom du collaborateur CDC signataire du contrat] en sa qualité de [Qualité du collaborateur CDC signataire du contrat], dûment habilité(e) à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté portant délégation de signature de Monsieur le Directeur Général en date du [date de la délégation obtenue par le collaborateur signataire du contrat].

ci-après indifféremment dénommée la «**CDC**» ou la «**Caisse des Dépôts** » d'une part,

et :

La **Commune de / L'EPCI de XXXX** ayant son siège à [Adresse], représenté(e) par [M.;Mme Civilité du représentant] en sa qualité de [Maire / Président. Si le signataire n'est pas le Maire, le Président, indiquer la qualité du signataire qui devra fournir le pouvoir de signer], dûment habilité(e) aux fins des présentes en vertu d'une délibération de [organe délibérant] en date du [date de l'organe délibérant].

ci-après dénommée «**le Bénéficiaire**»

et :

L'ADEME, Établissement public à caractère industriel et commercial, créé par la loi n° 90-1130 du 19 décembre 1990 et placé sous la tutelle des ministères de la Transition écologique et solidaire, et de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, dont le siège social est sis 20, avenue du Grésillé BP 90406 49004 Angers Cedex 01, et inscrit au registre du commerce d'Angers sous le n° 385 290 309, représentée par [M.;Mme Civilité du représentant], agissant en qualité de [indiquer la qualité du signataire qui devra fournir le pouvoir de signer], dûment habilité(e) aux fins des présentes en vertu de [XXX document de délégation du pouvoir] en date du [XXxxxX XXXX].

ci-après dénommé «**l'ADEME** »

ci-après désignées ensemble les «**Parties** » et individuellement une «**Partie** ».

IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

En octobre 2016, la Caisse des Dépôts et Consignations a lancé en partenariat avec l'ADEME un appel à manifestation d'intérêt auprès de collectivités territoriales dont la population est comprise entre 10 000 et 100 000 habitants, afin de les accompagner dans la structuration de projets de rénovation énergétique de leur patrimoine bâti.

Les 28 collectivités sélectionnées en janvier 2017 bénéficient d'un accompagnement méthodologique et d'un cofinancement en crédit d'études portant sur les aspects juridiques et financiers ainsi que sur les compléments techniques nécessaires.

Dans le cadre du règlement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour la rénovation énergétique du patrimoine bâti des collectivités, la contribution financière de la CDC a été fixée à un montant maximum de 50% du coût total de l'étude ou des études, ce cofinancement ne pouvant excéder 100 000€ TTC.

L'objectif poursuivi est d'analyser et d'identifier les montages juridiques et financiers les plus adaptés au contexte de chaque collectivité (état de vétusté du patrimoine, projets et arbitrages en cours ou à venir, opportunités de rénovation / réhabilitation de bâtiments, moyens financiers mobilisables...) afin d'engager la transition énergétique de son patrimoine.

L'étude comprendra un volet juridique et financier, précédé d'un volet technique plus ou moins développé en fonction du degré de connaissance que les collectivités candidates ont de leur patrimoine sur le plan énergétique et bâtiminaire.

Ce complément technique s'appuie sur les outils méthodologiques mis au point par l'ADEME.

Souhaitant inciter les maîtres d'ouvrages et gestionnaires de bâtiments à s'engager sur la voie de l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'ADEME a développé les outils permettant d'identifier les gisements d'économies d'énergie et de mettre en œuvre rapidement des actions de maîtrise des consommations.

Ainsi, le contenu de l'étude à mener pour la **Commune / l'EPCI de XXX** comprend deux volets :

- Etude des montages juridiques et du modèle financier,
- Etude technique complémentaire.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la Convention

La présente convention et ses annexes (ci-après la « **Convention** »), a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du partenariat entre la CDC et le Bénéficiaire pour la réalisation de l'étude technique, juridique et financière nécessaire à la réalisation d'un programme de travaux de rénovation énergétique, ci-après désignée l'« **Etude** », dont le cahier des charges est joint en annexe 1.

Article 2 : Modalités de réalisation de l'Etude

2.1 : Collaboration entre les Parties

Le Bénéficiaire est le maître d'ouvrage et le seul responsable de la réalisation de l'Etude. Il prend à sa charge la relation avec le prestataire retenu (ci-après, le « **Prestataire** ») et informe la CDC et l'ADEME du déroulement de l'Etude dans le cadre d'un Comité de Pilotage de l'Etude visé à l'article 2.2.1 (ci-après le « **Comité de Pilotage** »).

Le Prestataire est sélectionné par le Bénéficiaire dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la commande publique.

Pour la réalisation de l'Etude, le Prestataire sélectionné est [nom du prestataire, statut juridique, numéro RCS, adresse].

Le Bénéficiaire s'engage à conclure toute convention utile pour la réalisation de l'Etude et l'obtention de la propriété intellectuelle de l'ensemble des droits qui y sont attachés, aux fins de leur cession, telle que prévue à l'article 6 [Communication et Propriété intellectuelle] ci-après.

La CDC est autorisée à effectuer l'évaluation de l'étude ou des études du Bénéficiaire au vu des résultats atteints par d'autres collectivités dans un cadre identique. En concertation avec l'ADEME, la CDC procédera à la capitalisation des résultats obtenus.

A ce titre, le Bénéficiaire prend à sa charge le versement de la rémunération du Prestataire.

2.1.1 : Comité de Pilotage

Les Parties conviennent de réunir un Comité de Pilotage dont le rôle est de s'assurer de l'état d'avancement des travaux de l'Etude.

Le Comité de Pilotage, présidé par le représentant légal du Bénéficiaire, sera composé de représentants du Bénéficiaire, du directeur régional de la CDC et/ou d'un ou plusieurs représentants de la CDC, et du directeur régional de l'ADEME ou de son représentant.

En cas d'empêchement du directeur régional de l'ADEME ou de son représentant, ce dernier pourra se faire représenter par un membre de son réseau de partenaire compétent sur le territoire de l'étude (ALEC, ...) Le Bénéficiaire et la CDC pourront désigner d'un commun accord une ou plusieurs personnes qualifiées en vue de leur participation au Comité de Pilotage.

L'organisation et le secrétariat du Comité de Pilotage sont réalisés par le Bénéficiaire. Le Comité de Pilotage se réunira selon le calendrier suivant :

- A la réunion de lancement de l'étude,
- Dans les [renseigner le nombre de jours] jours suivant la remise des rapports intermédiaires, telle que visée à l'article 2.2 « Résultats de l'Etude et Calendrier » ci-après,
- Dans les [renseigner le nombre de jours] jours suivant la remise du rapport final constituant l'Etude, telle que visée à l'article 2.2 [Résultats de l'Etude et Calendrier] ci-après,
- À tout moment, dans les [renseigner le nombre de jours] jours d'une demande écrite adressée

par l'une des Parties.

2.1.2 : Suivi de l'Etude

La CDC et l'ADEME seront associées au suivi de l'Etude selon les modalités suivantes :

- le Bénéficiaire tient régulièrement informées la CDC et l'ADEME de l'avancée des travaux de l'Etude et lui transmet pour information les travaux intermédiaires de l'Etude et le rapport final constituant l'Etude, tels que visés à l'article 2.2 ci-après,
- la CDC et l'ADEME seront conviées à l'ensemble des réunions du Comité de Pilotage aux fins de transmission des remarques et de préparation de la validation, par le Bénéficiaire, des travaux intermédiaires et finaux de l'Etude précités.

En outre, le Bénéficiaire accepte que les modalités de réalisation de l'Etude puissent donner lieu à une évaluation par la CDC et par l'ADEME ou par tout organisme mandaté par elles.

2.2 : Résultats de l'Etude et Calendrier de réalisation

Le cahier des charges ou l'offre du prestataire de l'Etude et le calendrier figure à l'annexe 1 ci-après. Outre ces résultats, l'Etude donnera lieu à la réalisation :

- d'un ou plusieurs rapports intermédiaires, réalisés par le Prestataire, qui seront remis à la CDC au plus tard le [date ou délai à compléter].
- du rapport final constituant l'Etude qui sera remis à la CDC au plus tard le [date ou délai à compléter], et qui fera l'objet d'une présentation au Comité de Pilotage par le Bénéficiaire au plus tard le [date ou délai à compléter].

L'ensemble des résultats de l'Etude, le ou les éventuels rapports intermédiaires et le rapport final sont ci-après désignés ensemble les « **Livrables** ».

Les Livrables devront être transmis sous forme dématérialisée et sous format papier à la Caisse des Dépôts à l'adresse suivante :

Caisse des Dépôts et Consignations,

Direction Régionale concernée

adresse à préciser

nom de la personne à la Caisse des Dépôts en charge du dossier

Les Livrables devront également être transmis à l'ADEME à l'adresse suivante :

ADEME, Direction Régionale concernée

adresse à préciser

nom de la personne à l'ADEME en charge du dossier

La durée de l'Etude sera [Durée en mois]. Une étude ne peut excéder [Durée en mois] mois à partir de [mois et année à compléter].

Article 3 : Responsabilité et assurances

3.1 : Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre de l'Etude est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus de l'Etude (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la responsabilité éditoriale du Bénéficiaire.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des Dépôts ne saurait assumer ou encourir aucune responsabilité dans le cadre de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre de l'Etude, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage notamment à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend et notamment procéder, le cas échéant, aux déclarations nécessaires auprès de la CNIL conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978.

Les Parties conviennent que le Prestataire est entièrement responsable de l'exécution de l'Etude et de l'ensemble des travaux y afférent.

En conséquence, le Bénéficiaire ne pourra rechercher la responsabilité de la CDC en cas de mauvaise exécution de l'Etude.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter, le cas échéant, les règles légales et réglementaires applicables à la commande publique.

3.2 : Assurances

Le Bénéficiaire s'assure que le Prestataire bénéficie d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité pendant toute la durée de l'Etude. Le Bénéficiaire s'engage à ce que la Prestataire maintienne cette assurance et puisse en justifier à la Caisse des Dépôts à première demande.

Article 4 : Modalités financières

4.1 : Cout total de l'étude

Le coût total de réalisation de l'Etude menée par le Bénéficiaire s'élève à [MONTANT TOTAL € TTC].

4.2 : Montant du cofinancement de la Caisse des dépôts

Au titre de la présente Convention, la CDC verse une contribution financière de 50% du montant mentionné au 4.1, soit un montant total maximum de [MONTANT du contrat] €TTC.

Ce montant est ferme et représente 50 % du coût total (Toutes Taxes Comprises) de l'Etude. Le budget total prévisionnel de l'Etude figure en annexe 3 de la présente Convention avec mention de tous les partenaires et de leur pourcentage de financement.

Paragraphe optionnel en cas de cofinancement des audits énergétiques par l'ADEME à rédiger.

Il est expressément entendu entre les Parties que le solde du budget total prévisionnel de l'Etude est pris en charge par le Bénéficiaire ou par les autres partenaires éventuels du Bénéficiaire.

4.3 : Modalités de versement

La contribution financière sera versée selon les modalités suivantes :

- [50] % à la signature de la présente Convention,
- [50] % à la remise du rapport final de l'Etude au Comité de Pilotage, telle que visée à l'article 2.2 [Résultats de l'Etude et Calendrier] de la Convention].

Ce montant couvre l'intégralité de la contribution financière versée par la Caisse des Dépôts au titre de la présente Convention.

La Caisse des Dépôts versera au Bénéficiaire le montant de la contribution financière, après réception des appels de fonds, accompagnés d'un RIB du compte ouvert au nom du Bénéficiaire, envoyés par le représentant habilité du Bénéficiaire, et mentionnant le numéro de référence CDC [numéro Lagon : XXXXX] de la Convention, aux coordonnées suivantes :

*Caisse des Dépôts
Direction de l'exécution des opérations financières, Caissier général DEOFF2
Plateforme d'exécution des dépenses
56, rue de Lille
75356 Paris 07 SP*

Le règlement de la contribution financière sera effectué, par virement bancaire, sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires devront avoir été préalablement transmises à la Caisse des Dépôts.

4.3 : Utilisation de la contribution financière

La contribution financière versée par la CDC, telle que visée ci-dessus, est strictement réservée à la réalisation de l'Etude, à l'exclusion de toute autre affectation.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la contribution financière dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la CDC sur simple demande de cette dernière.

Article 5 : Confidentialité

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents concernant le groupe Caisse des Dépôts, de quelle que nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve des informations et documents transmis par la Caisse des Dépôts aux fins expresses de leur divulgation dans le cadre de l'Etude.

L'ensemble de ces informations et documents est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Sont exclues de cet engagement :

- les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication,
- les informations et documents que la loi ou la réglementation obligent à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 6 : Communication - Propriété intellectuelle

6.1 : Communication

Le Bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype de la Caisse des Dépôts, tel que visé ci-dessous, et à faire mention du soutien de la Caisse des Dépôts à la réalisation de l'Etude, sous une forme qui aura reçu l'accord préalable et écrit de celle-ci, sur l'ensemble des supports de communication, les publications et lors de toutes les interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisés dans le cadre de la Convention, pendant toute la durée de la Convention.

Le format et l'emplacement de ces mentions seront déterminés d'un commun accord entre les Parties, en tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire. De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

A ce titre, le Bénéficiaire s'oblige à soumettre, dans un délai minimal de quinze (15) jours avant sa divulgation au public, à l'autorisation préalable et écrite de la Caisse des Dépôts, le contenu de toute publication ou communication écrite ou orale relative à l'Etude.

La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elle estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire, non prévue par le présent article, est interdite.

Aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations susvisées, la Caisse des Dépôts autorise le Bénéficiaire dans le cadre de l'Etude, à utiliser les marques françaises semi-figuratives **CAISSE DES DEPOTS & Logo n°04/3.332.494** et **GROUPE CAISSE DES DEPOTS & Logo n°16/4.250.914** constituant le logotype conformément à la représentation jointe en annexe 2.

A l'extinction des obligations susvisées, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage de la marque susvisée et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

6.2 : Propriété intellectuelle

6.2.1 : Exploitation des résultats de l'Etude

Dans le cadre de la Convention, le Bénéficiaire cède, à titre gratuit et non exclusif, à la Caisse des Dépôts l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats de l'Etude, notamment

aux supports de communication, publications, documents et fichiers de présentation, études, compte-rendu d'activité et à tout document obtenu dans le cadre de la Convention, au fur et à mesure de leur réalisation et ce, pour une exploitation à titre gratuit, à savoir :

- le droit de reproduire, en tout ou partie, sur tout support connu ou inconnu au jour de la signature de la Convention, notamment sur supports papiers, électroniques ou numériques ;
- Le droit de représenter, en tout ou partie, par tout moyen connu ou inconnu au jour de la signature de la Convention, notamment par réseaux d'ordinateurs, ainsi qu'intranets et Internet ;
- Le droit d'adapter, de traduire et de diffuser, en tout ou partie, dans toutes les langues, dans tous les pays, pour tout public, sur tout support et par tout moyen connus et inconnus au jour de la signature de la Convention ;
- Le droit de céder tout ou partie des droits énoncés ci-dessus à tout tiers.

La présente cession est conclue pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle y afférent et pour le monde entier.

Le Bénéficiaire déclare être titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la cession des droits cédés telle que visée au présent article.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toute action, revendication ou réclamation intentée par des tiers contre cette dernière, sur la base des droits de propriété intellectuelle cédés en vertu de la Convention et s'engage à faire son affaire et à prendre à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des Dépôts au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre toute mesure nécessaire afin de garantir l'exploitation paisible desdits droits par la Caisse des Dépôts, notamment à l'égard de son personnel et de ses éventuels sous-traitants.

En conséquence, le Bénéficiaire garantit avoir obtenu l'ensemble des autorisations et cessions de droits nécessaires, et respecter les lois et règlements en vigueur, pour exécuter les engagements à sa charge dans le cadre de la Convention.

La Convention n'emporte aucune autre cession ou concession de droits de propriété intellectuelle, quels qu'ils soient, notamment les Parties demeurent seules propriétaires de leurs signes distinctifs respectifs.

6.2.2 : Utilisation des documents de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire

La Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à reproduire, représenter, diffuser, à des fins de communication, promotion et information interne et externe dans le cadre de l'Etude, dans le monde entier, les documents de présentation d'information et de promotion des activités de la Caisse des Dépôts, tels que visés à l'article 2 de la Convention, et ce, sur tout support et par tout procédé connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations à la charge du Bénéficiaire en vertu de la présente Convention.

6.3 : Liens hypertextes

Dans le cadre de l'Etude, la Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse www.caissedesdepots.fr et tout autre site internet désigné par les Parties, et ce pour la durée de diffusion des communications relatives à l'Etude.

A ce titre, la Caisse des Dépôts garantit le Bénéficiaire contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur les sites Internet www.caissedesdepots.fr et notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Réciproquement, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse [renseigner l'adresse du site du Bénéficiaire], et ce pour la durée de diffusion des communications relatives à l'Etude.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur son site Internet [renseigner l'adresse du site du Bénéficiaire] notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Article 7 : Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa signature par les Parties et est conclue pour une durée de deux (2) ans à compter de sa date de signature, qui s'achèvera au plus tard le [date à compléter], sous réserve des articles 5 « Confidentialité » et 6 « Communication et propriété intellectuelle » et 8.4 « Restitution », dont les stipulations resteront en vigueur pour la durée des droits et obligations respectives en cause.

Article 8 : Résiliation

8.1 : Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution par une des Parties de ses obligations contractuelles, la Convention sera résiliée de plein droit par l'autre Partie, après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse après un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait des manquements susvisés.

8.2 : Résiliation pour force majeure ou empêchement

Si le Bénéficiaire se trouve empêché, par un événement de force majeure, de faire réaliser l'Etude définie à l'article 1 de la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification à la CDC, par lettre recommandée avec avis de réception, de l'événement rendant impossible l'exécution de la Convention.

Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à

la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

De même, la Convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution du Bénéficiaire.

8.3 : Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation de la Convention, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résiliation, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

8.4 : Restitution

Les sommes versées par la CDC conformément à l'article 4 ci-dessus, et pour lesquelles le Bénéficiaire ne pourra pas justifier d'une utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention, sont restituées sans délai à la CDC, et ce, sur simple demande de cette dernière.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la CDC, dans les trente (30) jours calendaires suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

Article 9 : Dispositions générales

9.1 : Élection de domicile – Droit applicable - Litiges

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes.

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

9.2 : Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention ainsi que ses annexes constituent l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

9.3 : Modification de la Convention

Aucun document postérieur, ni aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit la forme, ne produiront d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

9.4 : Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae*, en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous

quelle que forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des Dépôts.

La Caisse des Dépôts pourra quant à elle librement transférer les droits et obligations visés par la Convention.

9.5 : Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en deux exemplaires, A [VILLE]

Pour le Bénéficiaire

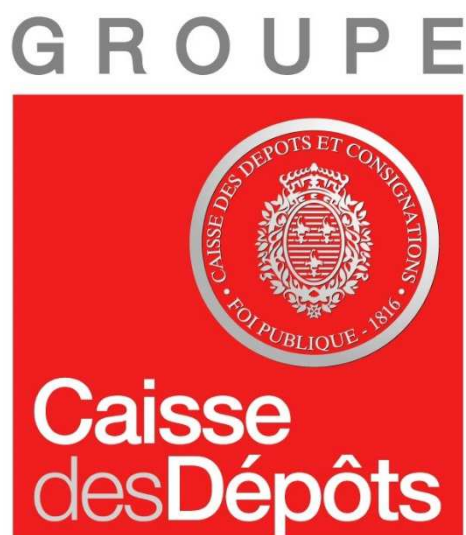
Pour la Caisse des dépôts et consignations

Pour l'ADEME

[Nom et prénom des signataires]

Annexe 1 : Cahier des Charges ou offre du prestataire et calendrier de l'Etude

Annexe 2 : Logotype de la CDC : Marque CAISSE DES DEPOTS & Logo



Ce logotype se caractérise notamment par les éléments suivants :

- les 3 couleurs utilisées sont le rouge Pantone 485 – gris Pantone 430 – noir,
- quand il est utilisé sur aplats de couleur et visuels, son blanc tournant, qui en fait partie intégrante, préserve son impact ;
- sa hauteur minimale est de 17,5 mm, ce qui préserve la visibilité de la médaille.

[Le cas échéant]

Annexe 3 : Budget de l'Etude ; pourcentage de financement par les différents partenaires du Bénéficiaire

Co-financeur	Montant de la contribution Financière (€TTC)	Pourcentage
Collectivité (Le Bénéficiaire)		%
Caisse des Dépôts		50%
Total		100%